

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 60 centimes

N° 203 — 11 JUILLET 1964



(Photo Agip.)

LES SCANDALES DU BACHOT

(pages 4 et 5)



COMMERCE

et

Tour de France

(page 8)



(Photo A.F.P.)

POUR UN STATUT EUROPÉEN DU MINEUR

Vingt-cinq mille mineurs réunis à Dortmund, le 4 juillet, ont réclamé la mise en vigueur du statut européen du mineur réclamé par les syndicats des pays de l'Europe des Six affiliés à

Fin de la grève des "AIGUILLEURS DU CIEL"

A la suite d'une action qui a duré une dizaine de jours, les agents de la navigation aérienne ont dû reprendre le travail le vendredi 3 juillet. La décision de mettre fin à la grève a été motivée par l'intervention accrue des forces armées qui consistait à soumettre les centres de contrôle régionaux d'Athis-Mons, de Bordeaux et d'Aix-en-Provence à l'autorité militaire.

Le communiqué de l'intersyndicale précisait à ce sujet : « *Soucieux de sauvegarder le caractère civil du service et de conserver intacts leurs forces et leur unité, les syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O. invitent les personnels à reprendre le travail le vendredi 3 juillet (prise de service du matin) et à étudier sans retard les moyens de poursuivre l'action sous d'autres formes pour le retrait des sanctions et l'aboutissement des revendications.* »

En fait, la grève avait pourri lentement. Le vote définitif, par le Parlement, du projet retirant le droit de grève aux contrôleurs et l'annonce de sanctions ont sans doute contribué à cet échec. Ainsi que nous l'avons indiqué, plus de cent cinquante agents sont, en effet, passibles du conseil de discipline. Il semble, d'autre part, que le mouvement, lancé pour la défense d'un cas individuel, ait été déclenché trop tard et n'ait pas été soutenu suffisamment à l'extérieur de la corporation. Le gouvernement a pu ainsi pratiquer une nouvelle brèche dans le droit de grève.

la C.I.S.L. Pour obtenir ce statut, ces organisations s'appuient sur l'article 3 du traité de Paris instituant la C.E.C.A. (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier) qui prévoit notamment « l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre, permettant leur égalisation dans le progrès dans chaque industrie dont elle a la charge ».

Le projet défendu par la C.I.S.L. a d'ailleurs été adopté à l'unanimité par l'assemblée parlementaire européenne le 27 juin 1961. Mais les exploitants des six pays y sont hostiles pour le moment. Pour protester contre leur intransigence, les représentants de la C.I.S.L. et de la C.I.S.C. ont quitté récemment une séance de la Commission mixte européenne du charbon.

La Fédération F.O. des mineurs — adhérente à la C.I.S.L. et comme telle représentée à la manifestation de Dortmund — estime qu'il faut dépasser le capitalisme libéral pour parvenir à une véritable planification conforme aux principes de la démocratie et à l'intérêt général. Elle considère en particulier que « l'augmentation régulière des salaires en liaison avec l'évolution des techniques est un impératif de justice sociale et un facteur d'expansion ». Dans cet esprit, son secrétaire général, Augard, a déclaré que le statut européen du mineur est un moyen efficace « d'éliminer l'incertitude et le malaise qui régissent actuellement dans l'industrie minière ».

Le statut des mineurs européens, qui serait applicable aux industries extractives de houille, de lignite et de minerai de fer de la Communauté, stipulerait notamment que la rémunération des mineurs de fond doit être en tête de tous les barèmes, que la durée du travail doit être de sept heures par jour avec cinq jours par semaine pour les mineurs de fond, de huit heures par jour avec cinq jours par semaine pour les mineurs de surface, que les mineurs de fond doivent être exempts de toute imposition et de toute obligation militaire. En outre, une clause de sauvegarde

garantirait le maintien des avantages acquis supérieurs au statut.

Le président de la Haute Autorité de la C.E.C.A., présent à Dortmund, s'est déclaré, en principe, favorable au statut mais a subordonné son application à la mise en œuvre d'une « politique commune de l'énergie ». Dès maintenant, il est indispensable d'aller plus loin et d'étendre l'action entreprise aux organisations affiliées à la C.I.S.C. et à la F.S.M. de manière à coordonner l'ensemble des mouvements nationaux.

A quand une grève générale des échelles européennes ?

Maurice Combes.

MORBIHAN :

Pour un front commun de défense de l'emploi

Après les syndicats ouvriers, la Fédération P.S.U. du Morbihan, qui groupe dans ses rangs des adhérents des trois centrales syndicales,

— dénonce les conditions scandaleuses dans lesquelles les pourparlers engagés entre le département du Morbihan et la firme Alsthom ont été rompus par cette dernière ;

— elle appelle tous les honnêtes gens à condamner avec elle des pratiques affairistes qui, sous couvert d'industrialisation de notre région, sont dictées par des intérêts capitalistes opposés au bien-être des travailleurs ;

— elle se félicite que le Comité de défense des Forges d'Hennebont ait réussi à sauvegarder l'existence de la seule industrie lourde de la région ;

— elle dénonce l'imprévoyance de la majorité du Conseil général du Morbihan, qui se montre de plus en plus incapable de résoudre les problèmes dont il a la charge ;

— elle proclame son attachement au socialisme et appelle les travailleurs à la constitution d'un Front commun de défense de l'emploi.

Pierre DREYFUS-SCHMIDT n'est plus

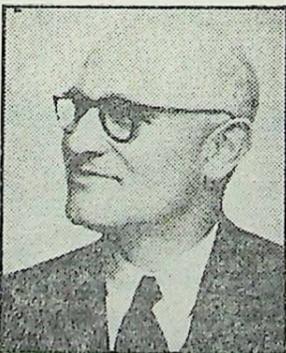
Le 4 juillet dernier, dans l'après-midi, Pierre Dreyfus-Schmidt, terrassé par une crise cardiaque, a été enlevé à l'affection des siens. Notre peine est grande car celui qui disparaît est l'un de ceux qui ont, toute leur vie, mené le bon combat de la gauche. Sa perte affecte profondément notre parti auquel Dreyfus-Schmidt appartenait depuis le premier jour et auquel il n'avait cessé de se dévouer.

Retracer sa carrière, c'est dresser le bilan de toute une existence vouée au service de l'idéal démocratique. Il était de ces hommes pour qui l'attachement et la fidélité aux principes républicains ne sont pas de simples clauses de style mais doivent inspirer, orienter, stimuler chaque jour l'action du citoyen et de l'homme politique.

Rappeler la carrière de Pierre Dreyfus-Schmidt, c'est évoquer trente-cinq ans de vie politique française où, à chaque moment, notre camarade s'est toujours trouvé « du bon côté ». Que ce soit en 1930, quand il entra dans la vie politique et qu'il militait, l'un des premiers, pour l'union de la gauche sur une base socialiste ; en 1940, lorsque, après avoir brillamment servi durant la guerre, il s'engageait dans la Résistance ; en 1958, lorsqu'il refusait d'approuver le régime issu du coup de force du 13 mai, Pierre Dreyfus-Schmidt a toujours été présent dans tous les grands combats menés contre le totalitarisme. Au Parlement, refusant les compromissions, grandes ou petites, il fut dans la plus noble acception du terme un véritable représentant du peuple.

Cette fidélité constante à ses idées était servie par un courage dont il donna maints exemples — on relira avec émotion le récit de son départ de France en 1943, tel que le relate Henri Amoureux (1).

Il avait adhéré au socialisme par l'itinéraire naturel qui mène tous les partisans sincères de la démocratie politique à en rechercher le prolongement indispensable sur le plan éco-



nomique et social. Il apportait au Parti le fruit de son expérience de la vie politique nationale et sa connaissance approfondie des problèmes locaux qu'il avait recueillis de longues années durant à la mairie de Belfort.

Membre du C.P.N. de 1961 à 1963, il marqua de sa personnalité les travaux de toutes les sessions. Aucune des questions qui y étaient débattues ne le laissait indifférent. La vie intérieure du Parti l'intéressait autant que l'examen des problèmes politiques. Il aimait évoquer l'expérience de sa Fédération où la fusion entre les différents éléments du P.S.U. s'était réalisée dans un climat qu'il souhaitait voir se développer dans l'ensemble du Parti. Lorsqu'une question politique appelait des discussions passionnées, son expérience le ramenait à ses véritables proportions. Cet homme loyal, désintéressé, n'abusait jamais d'une

autorité que lui conféraient tant d'années de militantisme et de dures luttes politiques. Il donnait toujours à réfléchir et convainquait souvent. A ses jeunes camarades, parfois pressés de découper la vie avec intransigence, il rappelait la complexité des situations et la nécessité de rechercher inlassablement la vérité avec tolérance et persévérance.

Pierre Dreyfus-Schmidt, sa vie d'homme public l'a prouvé, était un homme de caractère. Au moment où nous ressentons cruellement sa disparition, peut-on lui rendre meilleur hommage que d'affirmer notre volonté de poursuivre son combat ?

A Mme Dreyfus-Schmidt, à Jacques et Michel, ses fils, le P.S.U. et l'équipe de « Tribune Socialiste » présentent leurs condoléances. Puisse leur affection les aider à surmonter cette dure épreuve.

(1) « La vie des Français sous l'occupation ».

La Fédération du Vaucluse en deuil

La Fédération du Vaucluse déplore la perte de son camarade Marius Julian ravi à l'âge de 61 ans à l'affection des siens et des camarades du parti.

Membre du P.S.A. puis du P.S.U., il fut, dans son travail et son dévouement, un modèle pour tous.

Il a su au cours des années difficiles qu'à travers la Fédération du Vaucluse rester l'animateur fidèle et le militant courageux.

Nous exprimons aux siens, à sa femme et à ses enfants nos plus sincères condoléances.

Protectez contre la condamnation à mort d'André Ruiz MARQUÉS !

Franco vient de frapper une fois de plus. Le 7 juillet, le Tribunal militaire de Madrid vient de condamner à mort André Ruiz Marqués, militant socialiste du Front espagnol de Libération nationale, accusé de « terrorisme ».

A tous, nous demandons de protester sans délai auprès des autorités espagnoles, en France et en Espagne. Il faut arracher Ruiz Marqués à la mort.

DROME :

Comment gérer démocratiquement une municipalité ?

La soirée d'études organisée jeudi 18 juin au Foyer du théâtre de Valence par Peuple et Culture et le Cercle d'études socialistes du P.S.U. sur le thème « Comment gérer démocratiquement une municipalité ? », a réuni plus de quatre-vingts participants, dont plusieurs élus des localités avoisinantes.

Présenté par M. Alemand, qui présidait, M. Jargot, maire de Crolles (Isère), a analysé, au cours d'un exposé passionnant, l'expérience menée depuis près de dix ans dans cette commune de deux mille habitants d'une gestion municipale réalisée tout en s'efforçant d'y associer l'ensemble de la population :

— responsabilité précise pour chaque conseiller municipal ;

— commissions extra-municipales comprenant des représentants de toutes les « forces vives » de la commune (organisations politiques, syndicales, mouvements familiaux, sociaux, culturels, sportifs, de jeunesse, de loisirs, comités de quartiers) ;

— états généraux de la commune ouverts à tous et réunis au moins une fois par an afin de faire la critique de ce qui a été fait et de suggérer les réalisations à entreprendre dans les mois à venir.

Tout ceci permet aux habitants d'exercer effectivement les droits qui ont été acquis au cours des luttes passées et aboutit à une réelle prise de conscience des problèmes de la commune.

Après cet exposé, de très nombreuses questions ont été posées à M. Jargot.

Devant l'intérêt croissant suscité par de telles réunions, il a été décidé d'organiser de nouvelles rencontres dès cet automne. Le prochain thème étudié sera vraisemblablement « le budget de la commune ».

A nos lecteurs

Comme chaque année à la même époque, nous réduisons le nombre de pages de notre journal : pendant les mois de juillet et de septembre, « Tribune socialiste » paraîtra sur huit pages.

Et de même, comme nous l'avons toujours fait, notre publication sera interrompue pendant le mois d'août.

LE BILLET DE JEAN BINOT

La carpe et le lapin

Donc le mariage n'a pas eu lieu, et ce grand parti démocrate qui devait naître de l'union en justes noces du M.R.P. avec le Parti radical est mort avant d'avoir vécu !

Entre ces doctus docteurs de démocratie que sont MM. Maurice Faure et Maurice Schumann, que sont aussi MM. Edgar Faure et Pierre Pflimlin — qui avaient dit en chœur un grand oui au monarque — allez savoir à présent qui d'entre eux l'était plus que l'autre ?

Ou, pour le dire d'autre manière, qui d'entre eux croyait être la plus fuyante carpe, ou le plus malin des lapins ?

Contre la "stabilisation" le Front Socialiste

À la saison des vacances, pour ceux qui peuvent en prendre de véritables en voyageant, sera peut-être une pause. Mais les vacanciers, comme tout le monde, savent déjà ce que leur promet le « plan de stabilisation » : hausse des loyers, hausse du prix de l'électricité et des transports et, finalement, hausse du bifteck. En même temps, il y a une amorce de stagnation dans certains secteurs de production : mécanique, outillage, textiles et freinage sur les salaires. Le V^e Plan se prépare dans l'optique d'une croissance de 4 à 5 p. 100, pour des améliorations de salaires de 1 à 2 p. 100, par an. Encore ce plan se présente-t-il comme une vague esquisse, abandonnée au bon plaisir du grand patronat privé. Toutes ces incertitudes, qui pèsent sur l'euphorie gaulliste, pèsent aussi sur la Bourse capitaliste.

Le résultat de toute cette politique ce sera de permettre, dans quelques mois si une vraie récession menaçait, de desserrer les freins : « L'année électorale » aidant, il faudra bien reprendre les investissements et, pour les reprendre, il faudra reposer la question essentielle : est-ce une fois de plus sur le dos des salariés, ou sur celui des profits capitalistes livrés à l'anarchie des monopoles incontrôlés, que seront prélevés les masses nécessaires à l'investissement ?

Nous connaissons bien la réponse, toujours la même, de Giscard d'Estaing et de Pompidou : Ce sont les salariés qui payent la « stabilisation » ou la « récession » et ce sont encore eux qui payent lorsque revient la confiance et la croissance.

Le régime, qui prétend masquer son ca-

ractère de classe derrière des formules technocratiques, voire « scientifiques », sent bien que ces jeux économiques ne feront qu'entraîner en toujours plus grand nombre les travailleurs à la lutte pour défendre leurs conditions de vie, leurs droits et leur avenir. C'est pourquoi les gaullistes « sociaux », comme M. Grandval, font grand bruit autour de mesures destinées à canaliser, endiguer et enliser les mouvements de revendication, les objectifs de lutte et les sur-sauts de révolte. Ils parlent d'assurer le statut des délégués au sein des entreprises, de protéger les fonctions syndicales, d'élargir le droit de regard des comités d'entreprise aux questions d'emploi. Une vaste manœuvre s'esquisse pour intégrer les représentants des salariés à la politique des employeurs. Briser les grèves, abolir le droit de grève, recourir aux réquisitions, ce sont des actes qui risquent aujourd'hui de conduire le gouvernement là où il craint de se laisser entraîner, sur le terrain de vastes conflits sociaux qui mettent à nu la nature du régime. Il préfère tenter de chloroformer les récalcitrants en leur offrant de « collaborer » à la politique qu'il préconise.

Aujourd'hui, deux voies s'ouvrent devant nous : ou bien celle d'une intégration des syndicats aux rouages de l'économie capitaliste, qui seule peut apporter au régime la stabilité, ou bien celle du contrôle ouvrier et paysan sur cette économie, en commençant par le lieu du travail, pour aboutir à sa prise en main par les travailleurs eux-mêmes. Dans la première voie, les salariés n'ont d'autre avenir que la soumission perpétuelle à des décisions où ils comptent

pour rien, à une politique économique dont ils sont les victimes passives, à l'acceptation de prétendus « plans » que des techniciens, ou soi-disant tels, fabriquent sur mesure aux grands industriels. Dans l'autre voie, les travailleurs de toute catégorie prendront leur propre sort entre leurs mains, en engageant des actions unifiées pour leurs salaires, pour l'intervention dans les affaires des entreprises, pour l'élaboration de contre-plans socialistes qui démasquent les pseudo-plans dont les directives sont cuisinées rue de Rivoli.

Cette voie est celle où des succès sont certains. Pour s'y engager, il faut créer un *front socialiste français* (et européen, ajoutons-le). L'unité des actions ouvrières et paysannes est l'impératif de l'heure. L'unité progressera dans la mesure où, dans tous les partis socialistes, organisations syndicales et associations militantes, l'action entraînera la lutte pour un programme de combat. Les discussions présentes pour la constitution de listes de gauche et socialistes dans tout le pays y contribuent. Mais si elles ne débordent pas jusqu'à la constitution de comités permanents, agissant dans tous les domaines de la vie sociale, on risque de voir certains tacticiens tenter de détourner un mouvement en train de s'enraciner vers les voies de garage de la compétition présidentielle. Cette compétition a aussi son importance, mais encore une fois, elle n'aura de sens pour nous que si elle est unanimement justifiée par la défense d'un programme qui concrétise l'existence latente d'un front socialiste.

PIERRE NAVILLE

STABILITÉ ET LOYERS EN HAUSSE

« NOUS ne sommes pas à priori contre toute stabilisation. Nous sommes contre le Plan de stabilisation du Gouvernement » écrivait Edouard Depreux la semaine dernière. L'occasion de le démontrer nous est aujourd'hui donnée devant le train de décrets du 27 juin sur les loyers. Le Plan de stabilisation est prolongé mais on n'hésite pas à débloquer les montants des loyers. C'est d'abord sans grand risque ! Sur qui voulez-vous que les locataires répercutent cette hausse ? Et si on reproche au Gouvernement de donner le mauvais exemple, il répondra que cette hausse est limitée et n'a justement pas de répercussion importante sur les prix et qu'elle est de plus une mesure de salubrité : les Français selon leur salaire et le logement qu'ils occupent consacrent entre 5 % et 40 % de leurs ressources pour se loger. Cette disparité est injuste et il conviendrait d'y remédier. En outre, les propriétaires de logements anciens ne peuvent en assurer ni l'entretien rationnel ni la modernisation en raison de l'insuffisance des loyers.

Tout cela est vrai, irréfutable ! Voyons donc si les décrets vont améliorer cette situation.

★

L'augmentation prévue est, selon les catégories, de 3 à 8 % des loyers appliqués

au premier semestre 1964. S'agissant de loyers anciens qui vont de 30 à 80 francs par mois, l'augmentation sera suble sans trop de difficultés et n'empêchera pas les intéressés de partir en vacances. Mais elle ne donnerait pas aux propriétaires une augmentation substantielle si d'autres mesures ne venaient s'y ajouter. Des modifications sont apportées au calcul de la surface corrigée : les équivalences superficielles des divers éléments de confort ont été augmentées. Ainsi l'existence d'une baignoire, qui équivalait à 2 m² corrigés, vaut aujourd'hui 4 m², l'eau chaude sur la baignoire passe de 3,75 à 6 m², le chauffage central de 1,75 à 3, le vide ordures de 2 à 4.

On voit donc que la hausse réelle sera plus importante, le loyer de base étant lui-même réévalué et cela sans aucune amélioration dans le confort. Un autre décret fixe la catégorie inférieure correspondant aux éléments d'équipement ce qui permettra le classement d'un certain nombre de logements dans la catégorie supérieure.

Bien des cabinets de gérance et des propriétaires ont déjà averti leurs locataires de ces augmentations dont les intéressés ne soupçonnent peut être pas l'importance.

En outre, en cas d'amélioration du confort, une sorte de majoration de l'équivalence superficielle est prévue pendant dix ans. Le locataire financera ainsi l'es-

sentiel de l'amélioration pour le bénéfice final du propriétaire.

Le Gouvernement comme à l'habitude excelle à jouer sur les différents éléments apparents d'une modification pour en masquer l'ampleur.

En ce qui concerne les H.L.M., il est vrai que quelques organismes souhaitent une légère augmentation des loyers (ceux qui n'ont pas de patrimoine ancien, amorti) pour équilibrer leurs opérations déficitaires. Mais la plupart n'ont pas besoin de cette augmentation qu'on leur impose. Consolons-nous en pensant que dans ce cas elle pourra aider à lancer de nouvelles opérations non spéculatives.

On constate donc que le Gouvernement fait, une fois de plus, supporter une hausse aux consommateurs sans contre-partie. Il espère ainsi redonner confiance aux petits propriétaires et les inciter à rénover leurs immeubles. Cela permettra de diminuer d'autant l'aide que l'Etat leur apportait. Et l'on voit maintenant comment la hausse des loyers s'intègre dans la politique maintes fois avouée du pouvoir de faire relayer l'effort de l'Etat pour le logement par l'initiative privée.

C'est le corollaire de la liberté des loyers pour les constructions neuves, des mesures « antiséculatives » de mars 1963 qui ont fait monter les prix de terrains de

25 à 40 % et ouvrent des perspectives aux banques d'affaires et à leurs promoteurs, du ball à la construction qui vise à donner une rente au propriétaire, non seulement sans dépossession du sol, mais en associant aux bénéfices de la construction.

Toutes ces mesures ne portent pas en elles la stabilité. Elles n'entraînent pas l'égalité des Français devant le loyer. Elles tournent délibérément le dos à une politique de construction sociale qui assurerait, elle, une égalité de droit au logement.

C'est pourquoi, contre le Plan de stabilisation et ses mesures fragmentaires qui masquent les appétits des nantis, le P.S.U. a toujours préconisé un « contre-plan » qui, dans le domaine du logement, comporte la municipalisation des sols et la création d'un service national de l'habitat, géré par l'administration, les constructeurs et les usagers. Seules ces mesures permettront la satisfaction du droit au logement, et l'égalité devant des loyers raisonnables. Seules elles permettent aussi que les bénéfices de cet effort soient utilisés pour combattre la crise du logement et non pour augmenter la disparité des ressources réelles entre les travailleurs et les nantis. Mais pour cela il est une « stabilité » qu'il faut remettre en cause. C'est celle de ce régime !

C. Néry.

Plus de remèdes
de fortune...

IL FAUT UNE VÉRITABLE RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

LES sujets du baccalauréat voyageant en caisses plombées et accompagnées d'une escorte de policiers motocyclistes tout comme des liasses de billets de banque ou un quelconque chef de l'Etat ; la machine qui grince, des signes avant-coureurs ; l'affaire de l'erreur de Poitiers sur les sujets du concours d'entrée à l'Ecole Normale Supérieure ; la démission du recteur ; les erreurs d'addition par dizaines pendant les années passées ; et puis le scandale des fuites à ne savoir où donner de la tête, les sujets vendus au plus offrant dans les bars louches de Marseille, des filières depuis la Méditerranée jusqu'à Paris, le recteur de Nancy s'empêtrant dans les sujets numéro un et numéro deux pour l'épreuve d'histoire de l'examen probatoire en B, C, Moderne et Moderne prime (8 séries pour l'examen probatoire, 5 pour le baccalauréat proprement dit, plus de cinquante combinaisons pour les langues vivantes, le pauvre homme !); on comprend que le sujet fasse les délices de la presse à grand tirage en ce début d'été où la politique somnole, que l'Université se voile la face, que les candidats et leurs parents s'indignent.

L'école : le refuge de l'honnêteté

Soyons sérieux : une fois la part faite des exagérations publicitaires, de la bonne conscience facile et de la vertu outragée de candidats médiocres, de l'indignation à bon marché de parents pour qui l'échec de leur progéniture ne saurait être dû qu'à quelque sombre complot et à la méchanceté gratuite d'examineurs gâteux, le problème prend des proportions telles qu'il est nécessaire de l'étudier, de se poser la question : COMMENT SE FAIT-IL QUE DANS UN PAYS OU LES DIPLOMES JOUENT UN ROLE CONSIDERABLE (TROP CONSIDERABLE SANS DOUTE), OU L'ECOLE RESTE DANS UNE LARGE MESURE LE REFUGE DE L'HONNETETE, OU PLUS QUE DANS D'AUTRES ON A GARDE LE RESPECT DE CE QUI TOUCHE A L'UNIVERSITE, ON EN SOIT ARRIVE A CE DESORDRE ?

Pour qui s'occupe du problème de l'Education nationale — et le P.S.U., rappelons-le, le considère comme primordial et lui a consacré, seul parmi les partis politiques, un projet de réforme complet et cohérent — la situation actuelle n'a rien d'étonnant.

On pourrait même dire que le scandale devait éclater et qu'il éclate tard. Il n'est en effet qu'un signe particulièrement voyant des profondes transformations que subit l'Education nationale et de l'inadaptation des institutions et de leur fonctionnement aux réalités sociales.

Historiquement le baccalauréat (le nom et la chose remontent au Moyen Age) est le premier grade universitaire avant la licence et le doctorat ; il était donc un élément de l'enseignement supérieur, qui aujourd'hui encore dans notre pays en assure, du moins théoriquement, l'organisation, le déroulement et en confère le titre.

Un parchemin, un vade-mecum

Peu à peu, il est devenu l'examen qui donne le droit d'entrer dans les Facultés et l'aboutissement normal de l'enseignement secondaire. Ce qu'il importe de voir, c'est que longtemps ces deux rôles n'en faisaient qu'un : les lycées réservés à une minorité peu nombreuse et fortunée, aux enfants de l'aristocratie et de la bourgeoisie, conduisaient ceux-ci soit aux Facultés, soit à la gestion des biens paternels, soit encore à une oisiveté dorée.

Nous n'en sommes plus là aujourd'hui : la scolarité obligatoire ira jusqu'à 16 ans dans les deux années qui viennent, nous sommes les premiers à réclamer qu'elle atteigne l'âge de 18 ans et, comme souvent, surtout dans les villes, la réalité est en avance sur le droit. L'enseignement du second degré tend donc rapidement (et devrait tendre plus rapidement encore) à devenir l'enseignement pour tous. Ajoutons que l'insuffisance notoire de l'enseignement technique (plus coûteux) fait s'engouffrer dans les lycées, au détriment de la formation professionnelle, une masse toujours accrue de jeunes.

Le baccalauréat devient ainsi ce qu'était il y a quelques années encore le certificat d'études primaires : le parchemin, le vade-mecum sans lequel il n'est pas d'avenir professionnel digne de ce nom, le but, l'aboutissement normal de douze années passées sur les bancs de l'école. D'étape dans le cours des études d'une mince couche des privilégiés, le baccalauréat s'est transformé en un examen de masse concernant une grande partie des familles de notre pays.

De surcroît l'examen, il y a quelques années, a été centralisé au niveau national (alors qu'auparavant il dépendait pour les

quand nous examinons ce qu'il y a en face, qui est chargé d'organiser, de conduire cet examen. On sait que l'Education nationale manque de professeurs. Ce qu'on sait moins c'est qu'elle manque plus encore, si c'est possible, de personnel et de locaux administratifs. Une visite au ministère, aux divers rectorats suffit, qui étouffent dans des bâtiments du XIX^e siècle, alors qu'ils gèrent près de la moitié du personnel de l'Etat et plus de dix millions d'« administrés ». Quant au manque d'examineurs, il paraît à première vue difficilement explicable : si le nombre des enfants augmenté, celui de leurs professeurs augmente également. Mais cela n'est qu'apparence : des classes de première de vingt élèves, des classes terminales aux effectifs plus réduits encore n'étaient pas rares, surtout en province, avant la dernière guerre.

Mécontentement des parents et des professeurs

Aujourd'hui les effectifs de plus de quarante sont devenus la règle. Il y a plus grave : il y a peu d'années encore la plus grande partie du personnel des lycées était constituée de personnel considéré comme qualifié (agrégés et certifiés). Depuis, par suite de l'imprévoyance scandaleuse des différents gouvernements, une part croissante des postes existants (déjà insuffisants en nombre) sont occupés par du personnel auxiliaire ou contractuel (ceux du premier cycle tendent à être confiés aux instituteurs qui, pour tout grade universitaire, possèdent ce même baccalauréat), s'ils ne sont pas tout simplement vacants, le service étant assuré tant bien que mal grâce à un nombre énorme d'heures supplémentaires.

Or, si l'on en est venu, par la force des choses, à confier l'enseignement un peu à n'importe qui, on n'ose pas encore nommer dans les jurys d'examens tel enseignant simplement bachelier ou titulaire d'une licence incomplète (1).

Ajoutons que le baccalauréat n'est pas le seul examen : au même moment que lui se déroulent le B.E.P.C. et toute une série de concours qui accaparent, surtout en Mathématiques et en Sciences physiques, une part croissante des professeurs des classes d'examens. C'est ainsi qu'au mécontentement des parents s'ajoute celui des professeurs : au bout d'années scolaires de plus en plus harassantes, un examen de plus en plus lourd, rétribué à des taux ridicules, souvent payés avec un an de retard — sinon plus —, risquant de mordre de plus en plus sur les vacances alors que la durée de celles-ci augmente pour l'ensemble des Français.

Des remèdes de fortune

Face à cette situation inextricable, des remèdes de fortune. Ne parlons pas du changement de dénomination de la première partie, baptisée examen probatoire, mais maintenue parce que cet examen donne accès à certaines carrières (s'il disparaissait, il faudrait d'ailleurs allonger le baccalauréat proprement dit du français, des langues anciennes, d'une seconde langue vivante et doubler son programme en certaines matières).

En désespoir de cause on a taillé dans l'examen lui-même : suppression de l'oral pour tous, suppression de certaines matières (celles non désignées par le tirage au sort), réduction de la durée des épreuves qui, pour certaines, leur fait perdre à peu près toute signification, importance plus

(1) Cela même est en train de changer : une circulaire récente rend possible l'emploi pour le baccalauréat de tout le personnel des lycées, sans distinction.



(Photo Agip.)

**M. Fouchet : des discours,
toujours des discours.**

sujets et l'organisation des différentes académies). Cette décision, absolument contraire à une nécessaire décentralisation — et en opposition à d'autres mesures du pouvoir — s'explique sans doute par le désir de couper court à certaines critiques des parents et d'assurer cette égalité devant l'examen et le concours qui est de tradition en France. Le résultat est cette monstruosité : plus de 300.000 candidats à un examen unique, aux sujets identiques, théoriquement conduit selon des normes rigoureusement semblables, commençant, finissant à la même minute sur tout le territoire, occupant tous les lycées de France et de Navarre et mobilisant pendant plusieurs semaines des dizaines de milliers de personnes.

La situation paraît plus grave encore

GRANDE MISÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE



L'activité des élèves vers un but précis constitue la première épreuve sérieuse.

(Photo Agip.)

grande attachée au livret scolaire (que nous approuvons).

Il reste que les candidats (sauf les plus mauvais) sont essentiellement jugés en fonction d'une copie anonyme, perdue dans un énorme paquet, corrigée par un professeur souvent épuisé, sans contact direct avec l'examiné. Notons pour finir que cet examen anonyme, la nature des épreuves, leurs coefficients, pèsent d'un poids très lourd sur les dernières années scolaires et conduisent trop souvent à ce qu'on appelle de façon caractéristique le « bachotage » et qui est contraire à tout enseignement, à toute éducation digne de ce nom.

Pour une réforme profonde

Parvenu à ce point de notre analyse, on comprendra qu'il est impossible de revenir au *statu quo ante* : des facteurs positifs — une démocratisation progressive, un certain concept de justice nous ont conduits là où nous sommes. Le voudrions-nous, et nous ne le voulons pas, il est impossible de faire marche arrière : le baccalauréat de papa est bien mort. Et pourtant la situation actuelle est intenable, les remèdes de fortune ont fait la preuve de leur inefficacité et si le scandale du bachot 1964 l'a prouvé, montrons-nous-en reconnaissants. Alors ? dira-t-on. Nous répondons : on ne guérit pas une maladie en traitant les symptômes. La malade, c'est l'Éducation nationale, c'est elle qu'il faut profondément réformer.

On murmure que la campagne actuelle de la grande presse et de la radiotélévision voire les fuites elles-mêmes, ont été organisées de propos délibéré pour discréditer l'examen et provoquer sa disparition (à commencer par celle de l'examen probatoire). Même si nous ne voulons pas prendre parti dans ce débat, nous voyons poser ainsi le problème de l'existence, de la justification même de l'examen.

Disons tout de suite qu'un examen, dans les conditions actuelles, nous paraît indispensable à la fin des études du second degré : il permet un contrôle, oriente l'activité des élèves vers un but précis et constitue la première épreuve sérieuse qu'ont à subir des jeunes gens qui devront en affronter d'autres. Et surtout : tant qu'il existe à côté de l'enseignement public un enseignement privé de plus en plus envahissant, il est impossible de renoncer, pour des raisons à la fois pédagogiques et politiques, au privilège de l'enseignement public d'exercer un contrôle sur les élèves qui lui échappent.

Cependant, une fois ces principes posés, il demeure que des réformes sont indispensables. Malheureusement celles qui sont possibles dans les conditions actuelles sont peu nombreuses. La plus simple consiste à revenir aux sujets donnés par académie. Mais on ne saurait trop répéter que le déroulement normal du baccalauréat exige une véritable politique à long terme de l'Éducation nationale. Et d'abord une augmentation massive du nombre et de la

l'enseignement aidant, à un état de choses où l'accès à l'examen serait réservé à ceux qui sont à peu près certains de le réussir. Il serait alors possible, comme cela se passe dans certains pays étrangers et dans l'enseignement supérieur, d'organiser le baccalauréat sur le plan de l'établissement (ou du moins sur le plan local), les sujets étant donnés, les copies corrigées, l'oral rétabli contrôlé par un jury composé des maîtres des candidats et de personnes venues de l'extérieur, surtout de l'enseignement supérieur. A côté de cela devra être maintenu un baccalauréat anonyme dans le style actuel pour tous les candidats qui, pour une raison ou une autre, ne sont pas élèves des classes d'examen (enfants dont les parents n'ont pas suivi les conseils d'orientation, malades, adultes, etc.). Il ne faut pas cacher que cette organisation du baccalauréat implique, comme l'orientation efficace qui en est la condition *sine qua non*, le développement d'enseignements parallèles et diversifiés, à commencer par l'enseignement technique.

Le refus de prendre ses responsabilités

Il exige aussi un changement dans la mentalité, dans le rôle joué par les maîtres. Il nous semble en effet que trop souvent aujourd'hui l'examen anonyme, l'examen-barrière, le concours, sont en fait, derrière une façade de justice abstraite, une solution de facilité et cachent le refus de prendre ses responsabilités vis-à-vis des enfants et des parents en cours de scolarité.

Ce rôle, ces responsabilités accrues exigent à leur tour (à côté, répétons-le, de l'existence d'enseignements divers, condition même de l'orientation) une formation pédagogique et psychologique sérieuse des maîtres et une revalorisation de leur situation dans la société, à commencer par leur situation financière qui devra leur assurer la sécurité matérielle et la dignité inséparable de la véritable magistrature qui leur incombe.

Ainsi le scandale du baccalauréat de 1964 n'aura pas été inutile s'il nous fait comprendre qu'il n'est pas de solution aux problèmes posés sans que soient repensés dans leur ensemble les problèmes de l'enseignement et que soient donnés à l'Éducation nationale les moyens considérables nécessaires pour qu'elle remplisse avec efficacité et justice une tâche qui est la première dans la nation.

Pierre Aron.

UNE PISTE

La gaullarchie ne pouvant rien admettre que de grand, il va de soi que le scandale du bachot, conformément à la nature des choses, est un scandale énorme — si toutefois il y a scandale...

Car enfin ni Monpouvoir ni Mapolice n'a jusqu'ici, et en dépit d'une sage lenteur, débusqué l'homme d'affaires qui aurait négocié les sujets de philo — pas plus qu'il n'a forcé la retraite où se cache, s'il se cache, le ravisseur de la dame aux milliards !

De sorte qu'une hypothèse malgré tout s'élabore : l'escamoteur et le Casanova existent-ils, ou sont-ils un seul homme ?

Une chance de le savoir subsiste encore du côté des aspirants bacheliers : faire composer ces jeunes gens sans délai, sous la surveillance de leurs bons parents et sur le sujet que voici : « Les fuites, théorie, démonstration et croquis. Vous énoncerez en conclusion la loi de propagation des fuites ».

Jean Binot.

qualification des maîtres, ajoutée à la nationalisation de l'enseignement privé, donc une réduction des effectifs par classe, mesures qui diminueraient le nombre des candidats à examiner par un même jury.

Il est nécessaire ensuite de substituer peu à peu l'orientation progressive aux examens-barrières.

Il est en effet anormal que des enfants, fourvoyés dans une voie qui n'est pas faite pour eux, se voient à la fin de leurs études refuser ce qui en est la sanction normale. S'ils en sont indignes, il appartient à leurs professeurs et à leurs parents de les guider vers d'autres enseignements.

On arriverait ainsi, la nationalisation de

Les paysans des régions sous-développées en face de la crise agricole du Marché commun

UN espoir déçu : Il serait vain de nier que la perspective du Marché commun européen avait fait naître de légitimes espoirs, aussi bien chez de nombreux exploitants agricoles français que dans leurs principales organisations professionnelles : syndicats agricoles, associations spécialisées, coopératives agricoles.

Par suite de l'évolution rapide de son agriculture sur le plan technique, la France, de pays importateur, puis exportateur exceptionnel, devenait exportatrice permanente pour la plupart des produits agricoles.

Dans la Communauté européenne, les pays plus particulièrement industrialisés comme la Belgique, le Luxembourg et surtout l'Allemagne, devaient fournir des débouchés d'autant plus intéressants que la poussée croissante de leur démographie et l'amélioration permanente de leur niveau de vie créaient des besoins

alimentaires importants et progressifs.

Or, si l'on jette un coup d'œil objectif sur la situation de notre agriculture, au cours du premier semestre de l'année 1964, on est bien obligé de constater qu'à la production, le cours des œufs et des poulets s'est effondré ; que jamais la mévente des pommes de terre n'a été aussi catastrophique, que les cours du porc ont considérablement fléchi, et que l'inquiétude gagne les responsables des organismes stockeurs dans de nombreux départements, devant leurs silos pleins de froment et d'orge à la veille d'une récolte de céréales dont le volume risque de battre tous les records.

Les adversaires du Marché commun, communistes compris, ne manquent pas de rendre celui-ci principal responsable de cette situation. Nombreux sont les producteurs et même les responsables syndicaux, qui pensent honnêtement que les

importations en provenance des pays de la Communauté sont à la base de la dégradation du marché.

Nous croyons qu'il est de notre désir d'examiner ce problème avec davantage d'objectivité.

Les causes véritables

Sans doute, certaines importations, de viande notamment, au moment de la grève des livraisons, ont aidé à perturber le marché ; mais c'est bien davantage l'excédent de notre propre production et les difficultés

plus à souffrir de la concurrence de compatriotes disposant de capitaux et d'énormes moyens de production que de celle de leurs collègues étrangers labourant comme eux avec des moyens mécaniques réduits des pentes abruptes brûlées par le soleil.

La notion de rendement, de productivité à outrance que le capitalisme européen impose, accentuée de jour en jour ces différences de condition.

Le véritable prolétariat se cristallise de plus en plus dans les régions sous-développées de chaque pays, et cela, sans distinction de profession.

Ainsi risque de se développer un appauvrissement de ces régions créant une situation analogue à celle que l'on rencontre en Asie ou en Afrique, cependant que les privilégiés se concentrent dans les régions bénies où le profit entraîne le profit.

Les solutions

A cette situation, qui exprime la lutte de classe sur une nouvelle échelle, doit répondre l'action commune des travailleurs et des paysans. Dans les régions sous-développées, d'abord, la lutte pour l'organisation de la société socialiste doit s'organiser et s'intensifier.

Paysans sacrifiés, conscients des dangers qui vous menacent, en accord avec les ouvriers et les artisans que sacrifient les mécanismes capitalistes, groupez-vous dans des comités régionaux d'action et élaborer ensemble des projets constructifs adaptés à l'évolution du monde moderne. Ces projets ne seront constructifs que s'ils s'attaquent aux structures de la propriété foncière et au système de la distribution. C'est ainsi qu'ils auront un caractère révolutionnaire, indispensable pour régler les crises qui s'annoncent.

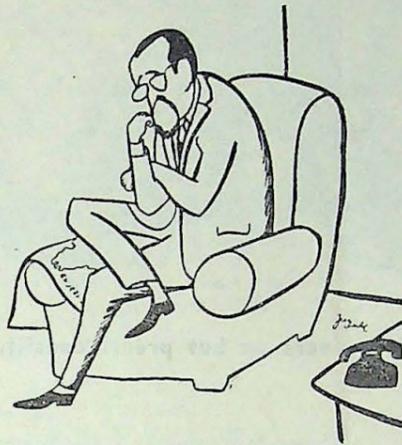
Mais songez également à ce fait, que derrière les frontières, toutes les frontières, il existe d'autres paysans, d'autres artisans, d'autres ouvriers, également sacrifiés, pour les mêmes raisons.

Ne pensez-vous pas que la lutte, pour être fructueuse, doit s'engager avec eux ?

Plus que jamais, il serait bon de rappeler ce grand cri d'espoir :

« Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Jean DUCHER.



rencontres pour exporter nos surplus qui sont les causes profondes de cette situation qui apporte l'inquiétude dans les familles de nos petits exploitants qu'ils soient du Sud-Ouest, du Massif Central ou de Bretagne. En réalité, le mécanisme du Marché commun est loin d'être mis en route : il n'est que de constater les discussions et polémiques de Bruxelles pour en être convaincu.

Les ministres de la Communauté européenne rejettent les uns sur les autres la responsabilité du retard dans l'application du traité de Rome en se gardant bien d'exposer clairement la véritable position de chacun.

Il est hors de doute que le ministre de l'Agriculture de l'Allemagne fédérale ne veut pas entendre parler de réajustement en baisse du prix des céréales dans son propre pays à l'approche d'élections législatives.

D'autre part, M. Pisani, prisonnier et complice de la soi-disant politique de stabilisation de MM. Pompidou et Giscard d'Estaing, ne veut pas entendre parler de l'alignement en hausse du prix des céréales françaises sur le prix des céréales de nos partenaires.

De même, malgré les protestations de ses collègues, le ministre de l'Agriculture italien n'admet pas d'abandonner les subventions en tarifs préférentiels des transports pour les fruits et légumes en provenance des régions déshéritées de la péninsule.

Causes profondes du malaise paysan

Si l'on veut bien aborder, au fond, le problème des prix agricoles, et surtout, ce qui nous intéresse d'abord, la répercussion de ces prix sur le standard de vie des exploitants agricoles, on est bien obligé d'admettre que le niveau en est beaucoup plus différent entre les diverses régions économiques françaises (ou italiennes), qu'entre les pays eux-mêmes. Il est hors de doute que les conditions d'existence du petit paysan polyvalent des Cévennes, du Massif Central ou de Bretagne, sont beaucoup plus dissemblables de celles du gros fermier de la Brie ou de la Picardie que de celles des paysans toscans ou calabrais.

Les uns et les autres ont beaucoup

L'HISTOIRE DE LA MUSIQUE PAR LE DISQUE

156 chefs-d'œuvre haute fidélité et un fort volume relié

ORBIS LEXIKON

pour **36 F** par mois

Voici enfin l'édition française d'un ouvrage qui vient de connaître en Allemagne le plus retentissant succès. "ORBIS LEXIKON", histoire de la musique par le disque et par le livre, comporte :

les disques

- d'une part 16 grands disques microsillons 33 tours, 30 cms, haute fidélité présentant 156 chefs-d'œuvre intégraux et morceaux choisis de la musique occidentale répartis en 3 luxueux coffrets (toile blanche, titre or sur plat et dos, illustration en quadrichromie) consacrés : le 1^{er} à la musique du Moyen Age à l'Époque classique (6 disques), le 2^e à Beethoven et au Romantisme (5 disques), le 3^e à la musique européenne aux XIX^e et XX^e siècles (6 disques).

Ces microsillons enregistrés par les meilleurs orchestres en Allemagne, pays d'élection de la Haute Fidélité, constituent à eux seuls une discographie complète et, tout en réservant les plus grandes Joies au mélomane qui ne recherche que le plaisir d'écouter de belles œuvres, permet en outre à chacun d'enrichir méthodiquement sa culture musicale en mettant en lumière les écoles, les influences et l'évolution des formes musicales des troubadours aux dodécaphonistes.

le livre

- D'autre part un fort volume 16x24 relié pleine toile, de 604 pages illustré de 150 gravures sur planches et de nombreux documents dans le texte qui constitue une véritable Encyclopédie de la Musique. Il comporte un tableau chronologique de l'Histoire de la Musique, une grande

étude sur l'évolution de la musique occidentale, un DICTIONNAIRE DE LA MUSIQUE (A - Compositeurs, Théoriciens, Luthiers et Facteurs d'instruments, B - Théorie musicale, C - Interprètes célèbres), une étude sur la technique phonographique, une discographie, etc. Œuvre collective préfacée par le professeur K.G. FELLNER, directeur de l'Institut de Musicologie de Cologne, ce "Manuel de la Musique" répond à toutes les questions que peut se poser l'étudiant ou le simple amateur, et toutes les fois qu'il est nécessaire de fournir un exemple sonore renvoie à l'un des 16 disques d'ORBIS LEXIKON. Le livre et les disques se complètent ainsi forment le plus parfait instrument de culture musicale.

36 F par mois !

Vous pouvez acquérir ce merveilleux ensemble : livres et disques, en versant chaque mois 36 F. seulement pendant 12 mois. Il peut être également payé comptant au prix réduit de 396 F. ou en 3 mensualités de 132 F. sans aucun frais d'agto. Et vous ne courez aucun risque en passant immédiatement votre commande car nous offrons le droit de retour qui vous permet d'examiner le livre, d'écouter les disques et de renvoyer l'ensemble dans son emballage d'origine au bout de 5 jours : en ce cas vous êtes quitte de tout engagement et immédiatement remboursé des sommes versées.

Mais hâtez-vous car le nombre des exemplaires actuellement disponibles en France est très limité et les commandes seront servies dans l'ordre de leur réception jusqu'à épuisement du stock.

BON à adresser à la Librairie Pilote, 30 rue de Grenelle, Paris 7^e TS 5
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veuillez m'adresser Orbis Lexikon (3 coffrets contenant les 16 disques) et le Manuel de la Musique, que je réglerai : comptant 396 F. en 3 mensualités de 132 F. en 12 mensualités de 36 F. Veuillez trouver ci-joint le montant de ma commande le montant de la 1^{re} mensualité. Il est bien entendu que je garde le droit de renvoyer intacts livres et disques dans leur emballage d'origine avant 5 jours et qu'en ce cas je serai immédiatement remboursé.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____

N^o C. C. P. ou bancaire _____ Signature _____

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e) Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesguiche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	7,5 F
6 mois	15 F
1 an	28 F
Soutien	50 F
Changement d'adresse	0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

Musique

DISQUES
à gogo

L'ART de la fugue de J.-S. Bach est certainement le point culminant de la difficulté chez cet auteur. Le but en était de montrer qu'en employant un procédé d'écriture rigoureux on pouvait tout de même faire une œuvre empreinte de sensibilité. Le but fut atteint, et actuellement la plus grande surprise est de découvrir que les procédés d'écriture de Bach avec ses nombreuses superpositions ressemblent à l'écriture sérielle.

La présente version est réalisée par K. Redel et sous sa direction. Les canons sont confiés à l'orgue au lieu du clavecin habituel, ce qui est une très bonne idée. C'est une version parfaite pour mélomane averti. (Philips; Trésors classiques; mono et stéréo.)

Un très joli disque, frais et pimpant, nous vient de la maison « Cycnus » (30 cm, 024). Il s'agit de trois sonates pour piano de Haydn, qui sont une preuve que Haydn, dans ses meilleurs moments, n'a rien à envier à Mozart. C'est un repos et un régal. Le pianiste, M. Gallig, les joue dans un style clair et aéré. Il est comparé par l'auteur de la notice à Edwin Fischer, c'est un peu prématuré, mais ce n'est pas impossible pour l'avenir. Gravure remarquable. Recommandé.

Pour terminer, je vous signale une très bonne version du concerto pour piano de Schumann, joué par Byron Janis, qui est, la notice nous le signale, le premier pianiste américain à avoir obtenu un « Grand prix du disque ». A l'écouter cela paraît très justifié et cela n'est pas mince compliment, car la concurrence est sévère. Il existe en effet seize versions de ce « cheval de bataille » des virtuoses. (Mercury; mono et stéréo; Trésors classiques.)

Pierre BOURGEOIS.

POUR PARAITRE
PROCHAINEMENT :

PIERRE NAVILLE
Questions du Socialisme — 1 —
LA CLASSE OUVRIERE
ET LE
REGIME GAULLISTE

Le recueil d'études comprend quatre parties :

1. - Classe ouvrière et programme socialiste.
2. - Classe ouvrière et parti socialiste.
3. - De Gaulle et la guerre d'Algérie.
4. - Problèmes internationaux (Europe, U.R.S.S., Chine).

Un volume de 500 pages in-8 raisin.

En souscription jusqu'au 15 juillet 1964, au prix de 12 Francs, franco de port.

Retourner le Bulletin de souscription ci-dessous à :

ETUDES ET DOCUMENTATION
INTERNATIONALES
29, rue Descartes - PARIS - 5^e

BULLETIN DE SOUSCRIPTION
NOM
Adresse

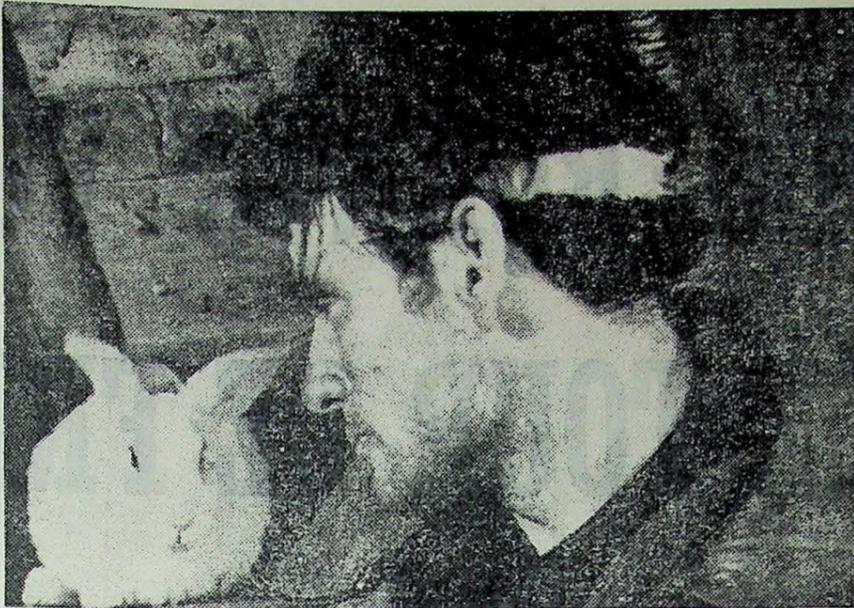
Je déclare souscrire à exemplaires, de Pierre NAVILLE - CLASSE OUVRIERE ET REGIME GAULLISTE, au prix de

Versement ci-joint au C.C.P., E.D.I. PARIS 18.462.71, ou par chèque bancaire

Signature,

Cinéma "SAMSON"

de Andrzej WAJDA



Serge Merlin : tête à tête avec le symbole de la passivité

Il se peut que le film de Wajda (un film que l'on attendait à Paris depuis sept ans) offre plus d'un point de comparaison avec l'histoire de ce juge hébreu qui s'illustra dans la guerre contre les Philistins en s'ensevelissant avec ses ennemis sous les ruines du temple de Dagon, mais je ne pense pas qu'un parallèle soit indispensable. Le sujet de « Samson » plonge ses racines dans un contexte moderne ; il parle d'un passé pas tellement ancien ; il traite d'une situation qu'éclaircit, aujourd'hui encore, les luttes engagées de par le monde contre la discrimination raciale ; il est donc suffisamment actuel pour que l'on se dispense de recourir à l'hébreu, au grec ou au latin pour en parler. Wajda, comme la plupart des réalisateurs de la jeune école polonaise, n'est d'ailleurs pas de ceux qui ont fait leurs classes dans les bibliothèques. Laissons donc la littérature aux littérateurs...

« Samson » est l'histoire d'une révolte individuelle dont le cheminement vers le mouvement solidaire des opprimés est entravé par l'appartenance à une minorité (la minorité juive) souvent confite dans une douloureuse résignation. Samson est un adolescent : il découvre le racisme en entrant à l'université. On est en Pologne, à la veille de la guerre de 1939. Emprisonné pour avoir tué accidentellement un étudiant fasciste au cours d'une manifestation Samson (Serge Merlin) s'évadera — avec tous ses compagnons de captivité — à l'occasion d'un bombardement aérien. C'est pour aller se réfugier dans l'enceinte du ghetto où l'occupant nazi ne tarde pas à parquer les Juifs. C'est l'époque du port de l'étoile jaune, de la vie en vase clos, du piétinement aveugle et sans espoir. Samson réussit un jour à franchir l'enceinte du ghetto. Il se perd dans Varsovie affamée ; le voilà déraciné, coupé des siens, réduit à survivre dans les caves, à la merci du premier mouchard venu, paralysé par l'amour d'une fille qui ne voit pas plus loin que son petit cœur de Margot polonaise... Jusqu'au moment où le jeune homme retrouve un ancien camarade de prison engagé dans la lutte armée contre l'occupant Samson se découvre alors, grenades en main, de nouvelles raisons de vivre et de mourir.

La mise en scène de cette marche vers la liberté, qui fut pour beaucoup de partisans une marche vers la mort, n'a rien de didactique. Wajda

colle à la peau et aux pas de son personnage, l'intégrant au décor, l'arrachant à la passivité avec une extraordinaire maîtrise, une farouche obstination, une lumineuse efficacité. Un flash suffit au réalisateur à magnifier une scène apparemment prosaïque. Les symboles abondent, jamais gratuits, jamais forcés. On rampe, on tremble, on court, on halète, on se ramasse, on se retourne sur les ruines et les dangers avec le regard de Serge Merlin ; un regard tellement fraternel, frémissant de vérité, que la beauté naît tout naturellement d'une évidence bouleversante.

Jean-Jacques VERNON.

Livres

SARTRE PAS MORT

OUI, Sartre revient sur le devant de la scène française, après un long silence de plusieurs années, de bien longues années pour ses admirateurs... et pour les autres. Parmi eux beaucoup se réjouissent : « Il est mort, fini, enterré ». Eh bien, Messieurs les Beau-Esprits ! Sartre se porte à merveille. Il nous le prouve en faisant paraître presque coup sur coup trois volumes qui comptent parmi ses meilleurs : « Les mots », « Situations IV et V » (1).

C'est ce dernier volume qui va aujourd'hui retenir notre attention. Il porte en sous-titre : « Colonialisme et néo-colonialisme ».

Le livre s'ouvre sur la préface que Sartre a écrite en 1954 pour l'ouvrage de Cartier-Bresson : « D'une Chine à l'autre ». Dès la première ligne on est pris par la fougue de l'écrivain : « A l'origine du pittoresque il y a la guerre et le refus de comprendre l'ennemi... Et un peu plus loin : « On tue moins souvent les indigènes, mais on les méprise en bloc, ce qui est la forme civilisée du massacre ». Ou encore : « La misère est la chose du monde la mieux partagée ; nous ne manquons pas de misérables. Il est vrai que nous avons perdu l'habitude de les atteler à des carrioles pour leur faire traîner les riches. Ont-ils cessé pour cela d'être nos bêtes de somme ? On les attelle aux machines. » En tout, 25 pages aussi percutantes, aussi vraies.

Parus en 1956 et 1957, dans « Les Temps Modernes », deux articles sont repris ici qui firent beaucoup de bruit à l'époque. L'un intitulé : « Le colonialisme est un système », le second « Portrait du colonisé ». Ce sont deux textes de première importance pour comprendre l'élan qui s'est emparé de certaines catégories de la masse française vers la libération du peuple algérien, et, en règle générale, de tous les hommes sous le joug. Ici, Sartre nous met en garde contre la « mystification néo-colonialiste ». Le problème n'est pas d'abord économique, ensuite social, puis psychologique, mais constamment et essentiellement politique. Dans la réalité, il n'y a pas de bons et de mauvais colons. Il y a les colons. Un point et c'est tout. C'est-à-dire « l'acheteur artificiel, créé de toutes pièces au-delà des mers par un capitalisme qui cherche de nouveaux marchés. » Sartre met en cause tout le système politique. Ce en quoi il a parfaitement raison. Il rappelle à juste titre que celui qui définit, le premier, l'impérialisme colonial, ce n'est pas Lénine, comme on pourrait le croire, mais Jules Ferry, qui déclarait : « Là où est la prédominance politique, là est la prédominance des produits, la prédominance économique ». Une phrase capitale qui aurait dû demeurer à l'esprit de bon nombre de nos Princes.

Mais, on pourrait me dire que le problème algérien est déjà loin. Peut-être, mais il fait partie de l'Histoire, comme Vichy, la Résistance ou l'affaire d'Indochine. De plus « Situations V » parle d'autre chose. Certains essais sont plus directement contemporains. Le régime gaulliste est passé au crible dans « Le prétendant », où Sartre écrit : « Un grand homme honoraire, c'est dangereux pour une nation. Même s'il s'est séquestré dans un village solitaire. S'il se tait, on entend son passé. » Quel saisissant raccourci ! Un peu plus loin Sartre ajoute : « Cette montagne de silence tirait sa force de nos faiblesses, c'était le lieu géométrique de toutes nos impuissances, de toutes nos contradictions : plus de guerre d'Algérie, mais l'ordre moral consolidé. »

Après la Constitution du 4 septembre, « La Constitution du mépris », l'auteur de « La Nausée » commente, dans « Les grenouilles qui demandent un roi », les résultats du référendum. Avec juste raison il parle de « cette malheureuse Quatrième qui vient de se désintégrer par dégoût d'elle-même ». Et quelques lignes plus bas : « Il y a dix-neuf ans que nous faisons la guerre : le système ne tire pas son origine des prétendus vices de la Constitution de 1946, mais de la lente fascination d'une nation qui perd son sang, son temps, sa culture et ses richesses pour conserver d'anciennes conquêtes ». Le livre s'achève sur un exposé remarquable de concision et de clarté, de la politique de Patrice Lumumba.

Eric JOHANSSON.

(1) « Situations IV et V » ainsi que « Les mots » sont publiés chez Gallimard.

Vient de paraître

ROMANS

VOICI CARLOTTE, Gilles Rosset. — Elle rêve à ces idoles qui attirent toutes les jeunes filles « conditionnées » par une certaine presse. — Ed. Julliard.

LA BLANCHE ET LA ROUGE, Ania Francos. — Un roman d'amour, mais aussi un reportage sur la jeune Algérie. — Ed. Julliard.

LE JARDIN DE KANASHIMA, Pierre Boule. — L'auteur du Pont de la Rivière Kwai nous entraîne dans la grande aventure de l'ère intermédiaire. — Ed. Julliard.

LA GRIMACE, Heinrich Böll (traduit de l'allemand). — Où il est question d'un grand industriel rhénan devenu clown, de la C.D.U. et du « miracle » économique allemand de l'après-guerre. — Ed. du Seuil.

POLICIERS

VOTEZ BERURIER, San Antonio. — San Antonio et son fidèle acolyte seront plongés en plein drame de la période des élections. Et Berurier sera amené à poser sa candidature. A peine à y croire ! — Ed. du Fleuve Noir.

AU SERVICE SECRET DE SA MAJESTE « JAMES BOND », Ian Fleming. — James Bond a encore la chance de trouver l'aventure avec une magnifique jeune fille. L'amour s'en mêlant, la belle Tracy se confiera à Bond, l'aidera. De l'entraîne, de la finesse, de la force. James Bond : un héros « complet ». — Ed. Plon.

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Permanent de 14 à 24 H.
Semaine du 8 au 14 juillet

Deux films en V.O. :

LE DIABOLIQUE Dr MABUSE
de Fritz LANG

FRANKENSTEIN s'est échappé
de Terence FISHER.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 8 au 14 juillet

LES MONSTRES

de DINO RISI

LES COMMERÇANTS VONT-ILS TUER LE TOUR DE FRANCE ?

MARDI prochain, les rescapés du Tour de France seront de retour à Paris. Trente mille Parisiens ont déjà loué leur place dans les différentes agences pour assister au « final » du Parc. La ferveur populaire ne s'est jamais démentie tout au long des vingt-deux étapes. Ce n'est pas là l'un des moindres paradoxes de notre époque : la bicyclette apparaît comme un engin désuet, d'un autre âge... sauf lorsque des coursiers l'enfourchent. Le vélo de course, qui coûte d'ailleurs le double d'une simple Mobyette, exerce un attrait fascinant sur les jeunes. Pour eux, c'est une belle mécanique avec laquelle on réalise des exploits. Depuis Francis Pélissier et Antonin Magne jusqu'à Poulidor et Anquetil, en passant par Coppi et Bobet, des générations de champions se sont succédé en un demi-siècle, la passion des foules ne s'est jamais atténuée.

Le public est toujours sensible au gigantisme des étapes de cols, aux moyennes réalisées et qui sont hallucinantes, à la résistance exceptionnelle des coureurs du Tour. La littérature qui vante leurs exploits s'apitoie sur leurs malheurs et leurs drames et fait d'eux des compagnons familiers, ne joue pas pour peu dans cette légende des « forçats de la route ».

Le sport fait vendre

Quoi qu'on ait pu dire et écrire sur les aspects commerciaux et financiers — voire les combines qui existent parfois — c'est d'abord la valeur sportive de l'épreuve qui en fait son succès. Pour courir le Tour — et le terminer — il faut être un authentique athlète. Faute de coureurs... il n'y aurait plus de Tour, on l'oublie parfois...

Cet hommage rendu, on doit bien admettre que tout n'est pas idyllique. Il va sans dire que les organisateurs, patrons de journaux, se servent du Tour comme d'un tremplin publicitaire. Autrefois, c'étaient les journalistes qui, en prônant les vertus du sport, venaient au secours des sportifs, lesquels n'étaient guère considérés; d'où l'organisation de courses célèbres comme Bordeaux-Paris, Paris-Roubaix... et le Tour de France par des journaux.

Aujourd'hui, ce serait plutôt le contraire. On ne manque pas d'être étonnés par la place de plus en plus grande qu'occupe la rubrique sportive dans les quotidiens. Le sport fait vendre, c'est un

fait. C'est surtout vrai pour les organes de presse, ils sont deux, qui « montent » le Tour. Les millions qu'ils engloutissent sont un investissement à long terme et non une opération commerciale immédiatement rentable.

Les organisateurs du Tour ont souvent dit que leur épreuve laissait un bilan financier déficitaire, c'est à la fois vrai et faux.

Vrai parce que le Tour exige — pour qu'il soit bien huilé — un déploiement de forces gigantesque et des capitaux importants : il exige notamment un personnel permanent (toute l'année) et nombreux; le montant des prix offerts est en hausse constante, l'administration, en particulier depuis qu'a lieu le Tour de l'Avenir — débuts en 1961 — est de plus en plus lourde.

Faux parce que le Tour est une affiche vivante et colorée, une affiche alléchante dont le programme attire irrésistiblement le public... c'est-à-dire les lecteurs. Malgré la concurrence (énorme) que représentent les émissions de T.V. et de radio, la presse écrite, particulièrement le quotidien spécialisé, réalise ses plus gros tirages pendant le Tour. Il est significatif de voir dans la caravane publicitaire, qui sur la route précède les coureurs, le nombre sans cesse croissant d'organes de presse — en tous genres — qui profitent de la grande épreuve pour vendre et se faire connaître.

L'invasion des commerçants

Mais le Tour n'est pas tout le sport cycliste, loin s'en faut, et la célèbre course inventée par Henri Desgranges en 1903 n'est pas plus assurée de son avenir que le cyclisme lui-même. La base du développement du sport cycliste devrait être le club. Encore faudrait-il que ce dernier puisse vivre sur des bases saines. Former de jeunes coureurs, leur attribuer le vélo et l'équipement indispensable coûte cher. Les clubs, privés de moyens, s'en remettent à un mécène... ou à une firme extra-sportive. Le Tour lui-même, on le sait, a dû en passer par là.

En 1962, les équipes de « marques » furent substituées aux équipes nationales. Dès lors l'aspect commercial prit souvent le pas sur l'aspect sportif : plutôt que de donner une chance à des jeunes, on préféra enrôler des vedettes étrangères. Cer-

tains groupes ne retirant pas assez vite tous les avantages qu'ils attendaient de l'opération, disparurent sans trop se soucier de l'avenir des coureurs qu'ils avaient embauchés. Les ténors se recasèrent sans mal, mais les autres...

L'an prochain, on devrait revenir, selon un protocole établi il y a deux ans, aux équipes nationales; mais déjà certaines firmes ont déclaré qu'elles licencieraient leur effectif si elles n'étaient plus admises à participer au Tour de France.

Un exemple : le Tour de l'Avenir

En fait, depuis plusieurs années, le contrôle sportif échappe de plus en plus aux organismes habilités pour cela (comme la Fédération Française de Cyclisme) et sont entre les mains de gens irresponsables. Le sport cycliste part à la dérive; il est victime, plus que les autres sports, de l'incohérence gouvernementale qui a laissé les mains libres aux commerçants. Il requiert des moyens importants; il doit être confié à des éducateurs compétents, désintéressés qui ne recherchent pas à tout prix des victoires éphémères. Les clubs, en particulier en province, ont un rôle irremplaçable à jouer car le réservoir des jeunes talents est immense. Donnons aux clubs la possibilité d'organiser des courses non pour écimer une élite appelée à faire une carrière très aléatoire chez les pros, mais plus précisément pour développer un sport éminemment populaire. Certes, parmi les milliers de jeunes qui courront à vélo, certains « sortiront » et c'est heureux. Mais pour ceux-là, il faut assurer l'avenir.

De ce point de vue, le Tour de l'Avenir, qui accueille les champions amateurs occidentaux mais aussi ceux des pays de l'Est, nous paraît — à son niveau — une excellente initiative. Cette épreuve connaît depuis deux ans un succès grandissant. Loin des intrigues, elle donne le spectacle d'une lutte ouverte et loyale. Elle repose sur la volonté des fédérations de cyclisme des pays engagés de présenter des coureurs bien préparés qui n'ont d'autre ambition que de bien courir... et de gagner. Un bel exemple assurément pour nos sphères dirigeantes qui, à partir de cette expérience, devraient observer une ligne de conduite plus en rapport avec les intérêts fondamentaux du sport cycliste.

Michel LERAY.